

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 840

[2005/200862]

**21 FEVRIER 2005. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1999
portant approbation du règlement des prêts du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie**

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

Vu le Code wallon du Logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 février 2005;

Vu la décision prise le 24 mai 2004 par le conseil d'administration du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie sous réserve de l'approbation ministérielle,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont approuvées les modifications au règlement des prêts à consentir par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie figurant dans l'annexe au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 24 février 2005.

Namur, le 21 février 2005.

A. ANTOINE

ANNEXE

**Règlement modifiant le règlement des prêts à consentir
par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie**

1. L'article 3 du règlement des prêts du Fonds du Logement des familles nombreuses de Wallonie est remplacé par le texte suivant :

"Les prêts permettent la réalisation d'opérations immobilières, ayant trait à un logement, sis en Région wallonne et affecté à usage exclusif d'habitation : achat, construction, réhabilitation, adaptation, restructuration, conservation, amélioration, préservation et remboursement de dettes antérieures contractées à de telles fins."

2. A l'article 6, alinéa 2, du règlement, les termes "l'introduction du dossier complet au siège central du Fonds" sont remplacés par les termes "la date d'immatriculation de la demande de prêt."

3. L'article 7 du règlement est remplacé par le texte suivant :

"Par enfant à charge, il faut entendre au sens du présent règlement :

a) l'enfant pour lequel des allocations familiales ou d'orphelin sont attribuées au demandeur, ou à la personne avec laquelle il vit habituellement, unis ou non par des liens de parenté;

b) l'enfant pour lequel le demandeur, ou la personne avec laquelle il vit habituellement, unis ou non par des liens de parenté, ne sont pas attributaires de telles allocations mais que le Fonds estime être effectivement à leur charge s'ils en apportent la preuve;

c) l'enfant à naître, conçu depuis au moins nonante jours à compter de la date d'immatriculation de la demande, la preuve étant fournie par une attestation médicale.

Est considérée comme "personne handicapée" :

- soit la personne reconnue par le Service public fédéral Sécurité sociale et Institutions de Sécurité sociale, Direction générale Personnes avec un handicap, comme étant atteinte à 66 % au moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale;
- soit la personne dont la capacité de gain est réduite à un tiers ou moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner en exerçant une profession sur le marché général du travail, en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés;
- soit la personne dont le manque d'autonomie est fixé à 9 points, en application de la même loi;
- soit la personne affectée d'une incapacité physique ou mentale entraînant l'attribution de minimum 4 points en application de l'article 6, § 2, 1^o, de l'arrêté royal du 28 mars 2003 portant exécution des lois coordonnées relatives aux allocations familiales ou l'attribution de minimum 24 points, en application de l'article 8, § 2, de cette même réglementation.

Est compté pour deux enfants, l'orphelin ainsi que l'enfant handicapé.

En outre, est considéré comme ayant un enfant à charge, le demandeur atteint au même degré d'une telle insuffisance ou diminution de capacité.

Cette disposition est également applicable dans les mêmes conditions, à la personne avec laquelle le demandeur vit habituellement ainsi qu'à chaque personne affectée d'un tel handicap, pour autant qu'il existe entre elle et le demandeur, ou la personne avec laquelle il vit habituellement un lien de parenté jusqu'au second degré et qu'elle habite sous le même toit.

Dans ce cas, le demandeur doit s'engager à fournir la preuve de cette cohabitation au Fonds une fois que le logement, objet du prêt, est occupé et, au plus tard, six mois après le premier jour de l'occupation.

4. A l'article 8, § 2, du règlement, les termes "et de son conjoint ou de la personne avec laquelle il vit maritalement" sont remplacés par les termes "ou de la personne avec laquelle il vit habituellement, unis ou non par des liens de parenté";

5. A l'article 8, § 4, sont ajoutés, en début de phrase, les mots : "Pour les prêts accordés aux taux visés à l'article 20, § 1^{er}, litteras a) et b), 4^o et 5, du présent règlement".

6. L'article 14 du règlement est remplacé par le texte suivant :

"§ 1^{er} 1. Sous réserve des dérogations prévues à l'article 15 du présent règlement, la valeur vénale du logement objet du prêt ne peut, pour une famille comportant trois enfants à charge, excéder, terrain compris sauf pour les opérations de construction, 125.000 EUR.

2. Le montant figurant au § 1^{er}, 1^o, du présent article est porté à 150.000 EUR dans les arrondissements dans lesquels le nombre de prêts par 100 000 habitants, accordés par le Fonds, est inférieur d'au moins 10 % à la moyenne annuelle régionale

3. Ce maximum est augmenté de :

a) 5 % par enfant faisant partie du ménage en plus des trois premiers;

b) 10 % lorsque le plus jeune enfant du demandeur ou de la personne avec laquelle il vit habituellement n'a pas atteint l'âge de huit ans à la date de référence visée au premier alinéa de l'article 6 du présent arrêté;

c) 10 % pour chaque ascendant du demandeur ou de la personne avec laquelle il vit habituellement qui cohabite avec le demandeur depuis six mois au moins à la date de référence précitée.

Ces majorations sont cumulatives.

Ce montant, ainsi majoré, est arrondi à la dizaine supérieure ou à la dizaine inférieure selon que le chiffre des unités atteint ou non cinq euros.

Pour la détermination du nombre d'enfants faisant partie de la famille, est compté pour deux enfants, l'enfant reconnu handicapé selon l'article 7 du présent règlement.

En outre, est considéré comme ayant un enfant faisant partie de la famille, le demandeur atteint au même degré d'une telle insuffisance ou diminution de capacité. Cette disposition est également applicable, dans les mêmes conditions, à la personne avec laquelle le demandeur vit habituellement ainsi qu'à chaque personne affectée d'un tel handicap, pour autant qu'il existe entre elle et le demandeur ou la personne avec laquelle il vit habituellement un lien de parenté jusqu'au second degré et qu'elle habite sous le même toit.

Dans ce cas, le demandeur doit s'engager à fournir la preuve de cette cohabitation au Fonds, au plus tard six mois après le premier jour de l'occupation.

§ 2. Pour la détermination de la valeur vénale de l'immeuble, sauf dans les opérations de construction, la valeur du terrain est basée sur son prix moyen en Région wallonne l'année de la demande, selon la formule suivante.

$VVr = VVav + S (Pm \times 0,8) - T$ dans laquelle :

VVr = Valeur Vénale rectifiée;

VVav = Valeur Vénale avant travaux expertisés;

S = Superficie totale de la parcelle expertisée;

Pm = Prix moyen du terrain à bâtir nu en Wallonie l'année de la demande;

T = Prix total du terrain figurant à l'expertise.

Le montant maximum du prêt, déterminé conformément à l'article 16 du présent règlement, n'est pas modifié par la valeur vénale ainsi calculée.

§ 3. Le montant maximum de la valeur vénale ci-avant défini est adapté par tranche de 1.000 EUR par le Fonds au 1^{er} janvier de chaque année N (et pour la première fois à partir de 2004, sur base de la formule suivante :

Montant maximum × indice ABEX du 1^{er} janvier de l'année N (fixé en novembre de l'année N-1)"

indice ABEX du 1^{er} janvier 2003 (fixé à "547" en novembre 2002).

7. L'article 16 du règlement est remplacé par le texte suivant :

"Sans préjudice aux articles 17, 18 et 19 du présent règlement, le total formé par l'ensemble des concours financiers de tiers, y compris le prêt à taux familial dégressif, le montant de la prime unique d'assurance-vie visée à l'article 27 du présent règlement lorsqu'il est avancé par le Fonds et des aides attribuées par la Région, ne peut, d'une part, excéder 125.000 EUR ou, d'autre part, selon le cas, excéder 100 % ou 125 % , pour les prêts visés à l'article 14, § 1^{er}, point 2, ainsi que pour d'autres prêts, dans des circonstances dûment motivées :

1° du coût réel des travaux de construction;

2° de la valeur vénale de l'immeuble ou du prix d'achat, si celui-ci y est inférieur, en cas d'achat;

3° de la valeur vénale de l'immeuble, en cas de remboursement de dettes onéreuses;

4° du coût réel des travaux de réhabilitation.

Ce maximum de 125.000 EUR est augmenté de :

- a) 5 % par enfant faisant partie du ménage en plus des trois premiers;
- b) 10 % lorsque le plus jeune enfant du demandeur ou de la personne avec laquelle il vit habituellement n'a pas atteint l'âge de huit ans à la date de référence visée au premier alinéa de l'article 6 du présent arrêté;
- c) 10 % pour chaque ascendant du demandeur ou de la personne avec laquelle il vit habituellement qui cohabite avec le demandeur depuis six mois au moins à la date de référence précitée.

Ces majorations sont cumulatives.

Ce montant, ainsi majoré, est arrondi à la dizaine supérieure ou à la dizaine inférieure selon que le chiffre des unités atteint ou non cinq euros.

Pour la détermination du nombre d'enfants faisant partie de la famille, est compté pour deux enfants, l'enfant reconnu handicapé selon l'article 7 du présent règlement.

En outre, est considéré comme ayant un enfant faisant partie de la famille, le demandeur atteint au même degré d'une telle insuffisance ou diminution de capacité. Cette disposition est également applicable, dans les mêmes conditions, à la personne avec laquelle le demandeur vit habituellement ainsi qu'à chaque personne affectée d'un tel handicap, pour autant qu'il existe entre elle et le demandeur ou la personne avec laquelle il vit habituellement un lien de parenté jusqu'au second degré et qu'elle habite sous le même toit. Dans ce cas, le demandeur doit s'engager à fournir la preuve de cette cohabitation au Fonds, au plus tard six mois après le premier jour de l'occupation.

Lorsque la prime unique d'assurance-vie excède 5 % des prêts en principal visés au présent article, ces maxima sont augmentés de cet excédent.

Le pourcentage de 125 % est ramené à 100 % lorsque le remboursement du prêt n'est pas garanti par l'assurance-vie, visée à l'article 27 du présent règlement.

8. A l'article 17 du règlement, le montant de "18.600 EUR" est remplacé par "25.000 EUR".

9. L'article 20 du règlement est remplacé par le texte suivant :

"§ 1^{er} Les taux d'intérêt sont fixés en fonction des revenus annuels, selon les barèmes suivants :

a) pour une famille composée d'un seul emprunteur ayant trois enfants à charge :

- 1° 0,1652 % par mois si les revenus sont inférieurs ou égaux à 15.500 EUR;
- 2° 0,2060 % par mois si les revenus sont compris entre 15.500,01 EUR et 20.460 EUR;
- 3° 0,2263 % par mois si les revenus sont compris entre 20.460,01 EUR et 25.420 EUR;
- 4° 0,3073 % par mois si les revenus sont compris entre 25.420,01 EUR et 31.620 EUR;
- 5° 0,3474 % par mois si les revenus sont compris entre 31.620,01 EUR et 36.580 EUR.

b) pour une famille composée de plusieurs emprunteurs ayant trois enfants à charge :

- 1° 0,1652 % par mois si les revenus sont inférieurs ou égaux à 19.220 EUR;
- 2° 0,2060 % par mois si les revenus sont compris entre 19.220,01 EUR et 24.800 EUR;
- 3° 0,2263 % par mois si les revenus sont compris entre 24.800,01 EUR et 30.380 EUR;
- 4° 0,3073 % par mois si les revenus sont compris entre 30.380,01 EUR et 36.580 EUR;
- 5° 0,3474 % par mois si les revenus sont compris entre 36.580,01 EUR et 42.780 EUR.

Les taux d'intérêt exprimés en taux mensuels sont obtenus par application de la formule de conversion suivante : $(1 + i)^{12} = 1 + I$, où i représente l'intérêt mensuel retenu et I le taux annuel correspondant.

Le montant de chaque seuil et de la majoration de 1.860 EUR par enfant à charge, également visés à l'article 8 du présent règlement, est adapté par tranche de 50 euros par le Fonds au 1^{er} janvier de chaque année N (et pour la première fois à partir de 2004), sur base de la formule suivante :

Montant en € × Indice des prix à la consommation (*) en novembre de l'année N-1

Indice des prix à la consommation en octobre 1998

(*) : loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public sur base de l'indice-pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

§ 2. Ces taux nets sont diminués de 0,0416 % par mois, à partir du quatrième, sans pouvoir toutefois être inférieurs à 0,0830 % par mois.

§ 3. Si, pendant la durée du prêt, le nombre d'enfants à charge se trouve augmenté, le taux d'intérêt est ramené au taux correspondant à ce nombre pour le solde du prêt restant à amortir.

Le taux d'intérêt n'est pas relevé en cas de diminution du nombre d'enfants à charge.

Lorsque l'amortissement du capital s'effectue par mensualités, la réduction sera effectuée le premier jour du deuxième mois suivant la réception du document attestant le nombre d'enfants bénéficiaires d'allocations familiales au premier jour du mois qui suit la naissance intervenue.

En cas de réduction du taux en cours de prêt, le montant de la mensualité est réduit à due concurrence pour la durée restant à courir.

§ 4. Lorsque l'emprunteur affecte partiellement le logement, conformément à l'article 4, *littéra b)*, du présent arrêté, à l'exercice d'une profession commerciale, artisanale, libérale ou autre, les taux des paragraphes précédents sont majorés de 0,0416 % par mois.

§ 5. Les taux visés au § 1^{er} du présent article sont modifiés automatiquement conformément aux règles fixées par l'article 8, § 7, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 concernant les prêts hypothécaires et l'aide locative du Fonds.

10. A l'article 22, alinéa 3, le terme "soixante cinq" est remplacé par "septante".

11. A l'article 29, les montants de "125 EUR" et de "50 EUR" sont respectivement remplacés par "150 EUR" et "100 EUR".

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 21 février 2005 modifiant l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1999 portant approbation du règlement des prêts du Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie.

Namur, le 21 février 2005.

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 840

[2005/200862]

21. FEBRUAR 2005 — Ministerialerlass zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 1. März 1999 zur Genehmigung der Regelung der Darlehen vom "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie)

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Aufgrund des Wallonischen Wohngesetzbuches;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie", in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Februar 2005 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Beschlusses, der am 24. Mai 2004 vom Verwaltungsrat des "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" unter Vorbehalt der ministeriellen Genehmigung gefasst worden ist,

Beschließt:

Artikel 1 - Die in der Anlage zum vorliegenden Erlass aufgeführten Abänderungen der Regelung der vom "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" zu gewährenden Darlehen werden genehmigt.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass tritt am 24. Februar 2005 in Kraft.

Namur, den 21. Februar 2005

A. ANTOINE

ANLAGE

**Regelung zur Abänderung der Regelung
der vom "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" zu gewährenden Darlehen**

1 - Artikel 3 der Regelung der Darlehen vom "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Die Darlehen ermöglichen die Durchführung der folgenden Immobiliengeschäfte betreffend eine Wohnung, die in der Wallonischen Region gelegen ist und ausschließlich zu Wohnzwecken zu verwenden ist: Erwerb, Bau, Sanierung, Anpassung, Umgestaltung, Erhaltung, Aufbesserung, Eigentumsschutz und Rückzahlung von zu solchen Zwecken vorher aufgenommenen Schulden."

2 - In Artikel 6 Absatz 2 der Regelung wird der Wortlaut "bei der Einreichung der vollständigen Akte beim Sozialsitz des Fonds" durch den Wortlaut "am Datum der Immatrikulation des Darlehensantrags" ersetzt.

3 - Artikel 7 der Regelung wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Unter unterhaltsberechtigtem Kind versteht man im Sinne der vorliegenden Regelung:

a) das Kind, für das dem Antragsteller bzw. der gewöhnlich mit ihm lebenden verwandten oder nicht verwandten Person Kinderzulagen oder Waisengeld gewährt werden;

b) das Kind, für das der Antragsteller oder die gewöhnlich mit ihm lebende verwandte oder nicht verwandte Person keine solche Zulage beziehen, das aber vom Fonds als unterhaltsberechtigtes Kind betrachtet wird, wenn diese Personen den Beweis davon erbringen;

c) das künftige Kind, das am Tag der Immatrikulation des Antrags seit mindestens neunzig Tagen erwartet wird: der Beweis hierfür wird durch ein ärztliches Attest erbracht.

Als "behinderte Person" wird betrachtet:

- entweder die Person, die an einem mindestens 66%igen Mangel an geistigen oder körperlichen Fähigkeiten oder einer mindestens 66%igen Verminderung dieser Fähigkeiten leidet und von dem Föderalen Öffentlichen Dienst Soziale Sicherheit und öffentliche Einrichtungen für soziale Sicherheit, Generaldirektion Personen mit Behinderung, als solche anerkannt worden ist;
- oder die Person, deren Erwerbsfähigkeit auf ein Drittel oder weniger von dem, was eine gesunde Person auf dem allgemeinen Arbeitsmarkt verdienen kann, beschränkt ist, in Anwendung des Gesetzes vom 27. Februar 1987 über die Behindertenbeihilfen;
- oder die Person, deren fehlende Selbständigkeit 9 Punkte beträgt, in Anwendung desselben Gesetzes;
- oder die Person, die mit einer körperlichen oder geistigen Behinderung behaftet ist, infolge deren ihr mindestens 4 Punkte in Anwendung von Artikel 6, § 2, 1° des Königlichen Erlasses vom 28. März 2003 zur Ausführung der koordinierten Gesetze über die Kinderzulagen oder mindestens 24 Punkte in Anwendung von Artikel 8 § 2 dieser Gesetzgebung zugeteilt werden.

Das Waisenkind sowie das behinderte Kind zählen für zwei Kinder.

Der Antragsteller, der in demselben Maße mit einem solchen Mangel oder einer solchen Verminderung der Fähigkeiten behaftet ist, wird außerdem betrachtet, als ob er ein unterhaltsberechtigtes Kind hätte.

Unter denselben Bedingungen findet diese Bestimmung ebenfalls Anwendung auf die gewöhnlich mit dem Antragsteller lebende Person, sowie auf jede Person, die mit derselben Behinderung behaftet ist, soweit sie und der Antragsteller oder die gewöhnlich mit ihm lebende Person höchstens im zweiten Grad verwandt sind und in häuslicher Gemeinschaft leben.

In diesem Fall muss der Antragsteller sich verpflichten, dem Fonds den Beweis dieses Zusammenlebens zu erbringen, sobald die Wohnung, Gegenstand des Darlehens, bewohnt wird und spätestens sechs Monate nach dem ersten Tag der Bewohnung.

4 - In Artikel 8 § 2 der Regelung wird der Wortlaut "und seines Ehepartners oder der mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebenden Person" durch den Wortlaut "oder der gewöhnlich mit ihm lebenden, verwandten oder nicht verwandten Person" ersetzt;

5 - In Artikel 8 § 4 wird zwischen "wird" und "eine Kontrolle" der folgende Wortlaut hinzugefügt: "für die zu den in Artikel 20 § 1 lit. a) und b), 4° und 5° der vorliegenden Regelung erwähnten Zinsen gewährten Darlehen".

6 - Artikel 14 der Regelung wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 1 - 1 Unter Vorbehalt der in Artikel 15 der vorliegenden Regelung vorgesehenen Abweichungen darf für eine Familie mit drei unterhaltsberechtigten Kindern der Verkaufswert der Wohnung, die Gegenstand des Darlehens ist, einschließlich des Grundstücks, außer für Baumaßnahmen, 125.000 EUR nicht überschreiten.

2 - Der in § 1 1° des vorliegenden Artikels erwähnte Betrag wird in Bezirken, in denen die Anzahl der vom Fonds gewährten Darlehen je 100 000 Einwohner mindestens 10% unter dem regionalen Jahresdurchschnitt liegt, auf 150.000 EUR erhöht.

3. Dieser Höchstwert wird um das Folgende erhöht:

a) 5% pro Kind, das zusätzlich zu den ersten drei dem Haushalt angehört;

b) 10% , wenn das jüngste Kind des Antragstellers oder der gewöhnlich mit ihm lebenden Person am im ersten Absatz von Artikel 6 des vorliegenden Erlasses erwähnten Bezugsdatum noch nicht acht Jahre alt ist;

c) 10% für jeden Verwandten in aufsteigender Linie des Antragstellers, oder der gewöhnlich mit ihm lebenden Person, wenn dieser Verwandte am vorerwähnten Bezugsdatum seit wenigstens sechs Monaten mit dem Antragsteller wohnt.

Diese Erhöhungen sind kumulativ.

Dieser derart erhöhte Höchstwert wird auf den nächsten Zehner auf- bzw. abgerundet, je nachdem die Einerstelle fünf Euro erreicht oder nicht.

Für die Bestimmung der Anzahl Kinder, die der Familie angehören, zählt das Kind, das gemäß Artikel 7 der vorliegenden Regelung als behindert anerkannt wird, für zwei Kinder.

Der Antragsteller, der in demselben Maße mit einem solchen Mangel oder einer solchen Verminderung der Fähigkeiten behaftet ist, wird außerdem betrachtet, als ob er ein der Familie angehörendes Kind hätte. Unter denselben Bedingungen findet diese Bestimmung ebenfalls Anwendung auf die gewöhnlich mit dem Antragsteller lebende Person, sowie auf jede Person, die mit einer solchen Behinderung behaftet ist, soweit sie und der Antragsteller oder die gewöhnlich mit ihm lebende Person höchstens im zweiten Grad verwandt sind und in häuslicher Gemeinschaft leben.

In diesem Fall muss der Antragsteller sich verpflichten, spätestens sechs Monate nach dem ersten Tag der Benutzung der Wohnung dem Fonds den Beweis dieses Zusammenlebens zu erbringen.

§ 2 - Für die Bestimmung des Verkaufswertes des Immobiliens wird außer für Baumaßnahmen der Wert des Grundstücks entsprechend seinem durchschnittlichen Preis in der Wallonischen Region im Jahre des Antrags und gemäß der folgenden Formel berechnet:

$VVr = VVav + S (Pm \times 0,8) - T$, wobei:

VVr = richtiger Verkaufswert;

VVav = begutachteter Verkaufswert vor den Arbeiten;

S = Gesamtfläche der begutachteten Parzelle;

Pm = Durchschnittlicher Preis des unbebauten Baugrundstücks in der Wallonie im Jahre des Antrags;

T = Gesamtpreis des im Gutachten stehenden Grundstücks.

Der gemäß Artikel 16 der vorliegenden Regelung bestimmte Höchstbetrag des Darlehens wird nicht durch den so berechneten Verkaufswert abgeändert.

§ 3 - Der oben bestimmte Höchstbetrag des Verkaufswertes wird durch den "Fonds" am 1. Januar eines jeden Jahres N (und zum ersten Mal ab 2004) in Tranchen von 1.000 Euro auf der Grundlage folgender Formel angepasst:

Höchstbetrag \times ABEX-Index am 1. Januar des Jahres N (im November des Jahres N-1 festgelegt)

ABEX-Index am 1. Januar 2003 (im November 2002 auf "547" festgelegt).

7 - Artikel 16 der Regelung wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Unbeschadet der Bestimmungen der Artikel 17, 18 und 19 der vorliegenden Regelung darf der Gesamtbetrag, der aus der Gesamtheit der finanziellen Unterstützungen von Dritten, einschließlich des Darlehens mit degressivem Satz für Familien, des in Artikel 27 der vorliegenden Regelung erwähnten Einmalbeitrags der Lebensversicherung, wenn er vom Fonds vorgeschossen wird, und der von der Region gewährten Beihilfen besteht, 125.000 EUR einerseits oder, für die in Artikel 14 § 1, Punkt 2 sowie für andere Darlehen unter ordnungsgemäß begründeten Umständen andererseits je nach Fall 100% oder 125% des Folgenden nicht überschreiten:

1° der tatsächlichen Kosten der Bauarbeiten;

2° des Verkaufswertes des Gebäudes oder des Erwerbspreises, wenn dieser niedriger ist, im Falle eines Erwerbs;

3° des Verkaufswertes des Gebäudes im Falle der Rückzahlung von teuren Schulden;

4° der tatsächlichen Kosten der Sanierungsarbeiten.

Dieser Höchstwert von 125.000 EUR wird um das Folgende erhöht:

- a) 5% pro Kind, das zusätzlich zu den ersten drei dem Haushalt angehört;
- b) 10% , wenn das jüngste Kind des Antragstellers oder der gewöhnlich mit ihm lebenden Person am im ersten Absatz von Artikel 6 des vorliegenden Erlasses erwähnten Bezugsdatum noch nicht acht Jahre alt ist;
- c) 10% für jeden Verwandten in aufsteigender Linie des Antragstellers, oder der gewöhnlich mit ihm lebenden Person, wenn dieser Verwandte am vorerwähnten Bezugsdatum seit wenigstens sechs Monaten mit dem Antragsteller wohnt.

Diese Erhöhungen sind kumulativ.

Dieser derart erhöhte Höchstwert wird auf den nächsten Zehner auf- bzw. abgerundet, je nachdem die Einerstelle fünf Euro erreicht oder nicht.

Für die Bestimmung der Anzahl Kinder, die der Familie angehören, zählt das Kind, das gemäß Artikel 7 der vorliegenden Regelung als behindert anerkannt wird, für zwei Kinder.

Der Antragsteller, der in demselben Maße mit einem solchen Mangel oder einer solchen Verminderung der Fähigkeiten behaftet ist, wird außerdem betrachtet, als ob er ein der Familie angehörendes Kind hätte. Unter denselben Bedingungen findet diese Bestimmung ebenfalls Anwendung auf die gewöhnlich mit dem Antragsteller lebende Person, sowie auf jede Person, die mit derselben Behinderung behaftet ist, soweit sie und der Antragsteller oder die gewöhnlich mit ihm lebende Person höchstens im zweiten Grad verwandt sind und in häuslicher Gemeinschaft leben. In diesem Fall muss der Antragsteller sich verpflichten, spätestens sechs Monate nach dem ersten Tag der Benutzung der Wohnung dem Fonds den Beweis dieses Zusammenlebens zu erbringen.

Wenn der Einmalbetrag der Lebensversicherung 5% der im vorliegenden Artikel erwähnten Hauptdarlehen überschreitet, werden die vorstehenden Höchstwerte um diesen Überschuss erhöht.

Der Prozentsatz von 125% wird auf 100% herabgesetzt, wenn die Rückzahlung des Darlehens nicht durch die in Artikel 27 der vorliegenden Regelung erwähnten Lebensversicherung verbürgt wird.

8 - In Artikel 17 der Regelung wird der Betrag von "18.600 EUR" durch den Betrag von "25.000 EUR" ersetzt."

9 - Artikel 20 der Regelung wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 1 - Die Zinssätze werden dem Jahreseinkommen entsprechend und nach der folgenden Tabelle festgelegt:

a) für eine Familie mit einem einzigen Darlehensnehmer, der drei unterhaltsberechtigende Kinder hat:

- 1° 0,1652% monatlich, wenn das Einkommen unter oder gleich 15.500 EUR liegt;
- 2° 0,2060% monatlich, wenn das Einkommen zwischen 15.500,01 EUR und 20.460 EUR liegt;
- 3° 0,2263% monatlich, wenn das Einkommen zwischen 20.460,01 EUR und 25.420 EUR liegt;
- 4° 0,3073% monatlich, wenn das Einkommen zwischen 25.420,01 EUR und 31.620 EUR liegt;
- 5° 0,3474% monatlich, wenn das Einkommen zwischen 31.620,01 EUR und 36.580 EUR liegt.

b) für eine Familie mit mehreren Darlehensnehmern, die drei unterhaltsberechtigende Kinder haben:

- 1° 0,1652% monatlich, wenn das Einkommen unter oder gleich 19.220 EUR liegt;
- 2° 0,2060% monatlich, wenn das Einkommen zwischen 19.220,01 EUR und 24.800 EUR liegt;
- 3° 0,2263% monatlich, wenn das Einkommen zwischen 24.800,01 EUR und 30.380 EUR liegt;
- 4° 0,3073% monatlich, wenn das Einkommen zwischen 30.380,01 EUR und 36.580 EUR liegt;
- 5° 0,3474% monatlich, wenn das Einkommen zwischen 36.580,01 EUR und 42.780 EUR liegt.

Die in monatlichen Sätzen ausgedrückten Zinssätzen ergeben sich durch Anwendung der folgenden Umrechnungsformel: $(1 + i)^{12} = 1 + I$, wobei i der berücksichtigte monatliche Zinssatz und I der entsprechende jährliche Zinssatz ist.

Der Betrag jeder Schwelle und der Erhöhung von 1.860 Euro je unterhaltberechtigendes Kind im Sinne von Art. 8 der vorliegenden Regelung wird durch den "Fonds" am 1. Januar eines jeden Jahres N (und zum ersten Mal ab 2004) in Tranchen von 50 Euro auf der Grundlage folgender Formel angepasst:

Betrag in € x Index der Verbraucherpreise (*) im November des Jahres $N-1$

Index der Verbraucherpreise im Oktober 1998

(*): Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreiches auf der Grundlage des Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990.

§ 2 - Diese Nettosätze werden um 0,0416% monatlich ab dem vierten herabgesetzt, ohne dass sie jedoch unter 0,0830% pro Monat liegen können.

§ 3 - Wenn im Laufe des Darlehens die Anzahl unterhaltsberechtigter Kinder größer wird, wird der Zinssatz auf den dieser Anzahl entsprechenden Satz für den noch zu tilgenden Restbetrag des Darlehens herabgesetzt.

Der Zinssatz wird nicht erhöht, wenn die Anzahl unterhaltsberechtigter Kinder kleiner wird.

Wenn die Kapitaltilgung durch Monatsraten geleistet wird, erfolgt die Herabsetzung ab dem 1. Tag des zweiten Monats nach Empfang der Unterlage zur Bescheinigung der Anzahl der kindergeldberechtigten Kinder am 1. Tag des Monats nach der Geburt.

Im Falle einer Herabsetzung des Zinssatzes im Laufe des Darlehens wird der Betrag der Monatsrate in entsprechender Höhe für die noch zu laufende Dauer herabgesetzt.

§ 4 - Wenn der Darlehensnehmer gemäß Artikel 4, liter. b), des vorliegenden Erlasses die Wohnung teilweise für die Ausübung eines kaufmännischen, handwerklichen, freien oder anderen Berufs bestimmt, werden die Zinssätze der vorstehenden Paragraphen um 0,0416% pro Monat erhöht.

§ 5 - Die in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Zinssätze werden gemäß den durch Artikel 8 § 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 1999 über die Hypothekendarlehen und die Mietbeihilfe des Fonds festgelegten Regeln automatisch abgeändert.

10 - In Artikel 22 Absatz 3 wird der Wortlaut "fünfundsechzig" durch den Wortlaut "siebzig" ersetzt.

11 - In Artikel 29 werden die Beträge von "125 EUR" und von "50 EUR" jeweils durch die Beträge von "150 EUR" und von "100 EUR" ersetzt.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 21. Februar 2005 zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 1. März 1999 zur Genehmigung der Regelung der Darlehen vom "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" beigefügt zu werden.

Namur, den 21. Februar 2005

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2005 — 840

[2005/200862]

21 FEBRUARI 2005. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 1 maart 1999 tot goedkeuring van het reglement van leningen die door het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" (Waals Woningfonds van de Grote Gezinnen) worden toegekend

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemeetkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie", gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2005;

Gelet op de beslissing die op 24 mei 2004 door de raad van bestuur van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" werd genomen onder voorbehoud van goedkeuring door de Minister,

Besluit :

Artikel 1. De in de bijlage bij dit besluit bedoelde wijzigingen van het reglement van de leningen die door het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" worden toegekend, worden goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 24 februari 2005.

Namen, 21 februari 2005.

A. ANTOINE

BIJLAGE

Reglement tot wijziging van het reglement van door het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" toegekende leningen

1. Artikel 3 van het reglement van door het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" toegekende leningen wordt vervangen als volgt :

"De leningen worden toegestaan voor onroerende verrichtingen betreffende een in het Waalse Gewest gelegen woning die uitsluitend voor bewoning bestemd is: aankoop, bouw, renovatie, aanpassing, herstructurering, instandhouding, verbetering, handhaving en terugbetaling van vroeger daartoe gemaakte schulden."

2. In artikel 6, tweede lid, van het reglement worden de termen "het volledige dossier bij de hoofdzetel van" het "Fonds" vervangen door de termen "de datum van inschrijving van de leningsaanvraag."

3. Artikel 7 van het reglement wordt vervangen als volgt :

"In de zin van dit reglement dient te worden verstaan onder kind ten laste :

a) het kind voor wie kinderbijslag of een wezenrente wordt uitgekeerd aan de aanvrager of aan de persoon met wie hij/zij gewoonlijk samenwoont, al dan niet door familiebanden verenigd;

b) het kind waarvoor de aanvrager of de persoon met wie hij/zij gewoonlijk samenwoont, al dan niet door familiebanden verenigd, geen uitkeringen krijgen, maar die naar mening van het Fonds werkelijk ten laste van die personen zijn indien ze daarvan het bewijs brengen;

c) het ongebornen kind dat op de datum van inschrijving van de aanvraag sinds ten minste negentig dagen verwekt is, waarbij een medisch attest als bewijsstuk geldt.

Als "gehandicapte persoon" wordt verstaan :

- hetzij de persoon die door de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid en instellingen van sociale zekerheid, Directoraat-generaal Personen met een Handicap, erkend is als getroffen door ten minste 66 % ontoereikendheid of vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid;

- hetzij de persoon van wie het verdienvermogen krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten beperkt is tot één derde of minder van wat een valide persoon in staat is te verdienen op de algemene arbeidsmarkt;

- hetzij de persoon van wie het gebrek aan zelfredzaamheid krachtens dezelfde wet op ten minste negen punten vastgesteld is.

- hetzij de persoon die getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid waarvoor minimum 4 punten worden toegekend, krachtens artikel 6, § 2, 1^o, van het koninklijk besluit van 28 maart 2003 tot uitvoering van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag, of waarvoor minimum 24 punten worden toegekend, overeenkomstig artikel 8, § 2, van dezelfde regeling.

Het gehandicapte kind en het weeskind worden ieder als twee kinderen ten laste beschouwd.

Bovendien wordt de aanvrager die in dezelfde graad getroffen is door een dergelijke ontoereikendheid of vermindering van geschiktheid beschouwd als persoon met een kind ten laste.

Deze bepaling is eveneens onder dezelfde voorwaarden van toepassing op de persoon met wie de aanvrager gewoonlijk samenwoont alsmede op iedere persoon met een dergelijke handicap, voor zover hij/zij tot en met de tweede graad verwant is met de aanvrager of de persoon met wie hij/zij gewoonlijk samenwoont en voorzover hij/zij in hetzelfde huis woont.

In dat geval dient de aanvrager zich ertoe te verbinden het bewijs van deze samenwoning uiterlijk zes maanden na de eerste dag waarop de woning, waarvoor de lening wordt toegekend, betrokken wordt, aan het Fonds te bezorgen.

4. In artikel 8, § 2, van hetzelfde reglement worden de termen "en zijn echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenwoont" vervangen door de termen "of de persoon met wie hij/zij gewoonlijk samenwoont, al dan niet door familiebanden verenigd".

5. In artikel 8, § 4, worden de volgende woorden aan het einde van de zin toegevoegd: "voor de leningen toegekend tegen de rentevoeten bedoeld in artikel 20, § 1, a) en b), 4° en 5°, van dit reglement."

6. Artikel 14 van het reglement wordt vervangen als volgt :

"§ 1. Onder voorbehoud van de in artikel 15 van dit reglement bedoelde afwijkingen bedraagt de maximale verkoopwaarde van de woning, waarvoor de lening wordt toegestaan, 125.000 EUR grond inbegrepen behalve voor de bouwverrichtingen, indien het gezin drie kinderen ten laste telt.

2. Het in § 1 bedoelde bedrag van dit artikel wordt gebracht op 150.000 EUR in de arrondissementen waarin het aantal leningen per 100 000 inwoners die door het Fonds worden toegekend, kleiner is dan 10 % van het gewestelijke jaarlijkse gemiddelde.

3. Dat maximumbedrag wordt verhoogd met :

- a) 5 % per kind dat naast de eerste drie kinderen deel uitmaakt van het gezin;
- b) 10 % wanneer het jongste kind van de aanvrager of de persoon met wie hij gewoonlijk samenwoont, op de in artikel 6, eerste lid, van dit besluit bedoelde referentiedatum jonger is dan 8 jaar;
- c) 10 % voor elke bloedverwant in opgaande lijn van de aanvrager of de persoon met wie hij gewoonlijk samenwoont, die op bovenvermelde referentiedatum sinds ten minste zes maanden met de aanvrager samenwoont.

Deze verhogingen zijn cumulatief.

Dit aldus verhoogde bedrag wordt op het tental naar boven of naar beneden afgerond naargelang het getal van de eenheden kleiner of groter is dan vijf euro.

Voor het bepalen van het aantal kinderen die van het gezin deel uitmaken, wordt het kind, dat krachtens artikel 7 van dit reglement gehandicapt wordt verklaard, voor twee kinderen geteld.

Bovendien wordt de aanvrager die in dezelfde graad getroffen is door een dergelijke ontoereikendheid of vermindering van geschiktheid beschouwd als persoon met een kind dat deel uitmaakt van het gezin.

Deze bepaling is eveneens onder dezelfde voorwaarden van toepassing op de persoon met wie de aanvrager gewoonlijk samenwoont alsmede op iedere persoon met een dergelijke handicap, voorzover hij/zij tot en met de tweede graad verwant is met de aanvrager, of de persoon met wie hij/zij gewoonlijk samenwoont en voorzover hij/zij in hetzelfde huis woont. In dat geval moet de aanvrager zich ertoe verbinden het bewijs van deze samenwoning uiterlijk zes maanden na de eerste dag waarop de woning, betrokken wordt, aan het Fonds te bezorgen.

§ 2. Voor de bepaling van de verkoopwaarde van het gebouw, behalve voor de bouwverrichtingen, wordt de waarde van de grond bepaald op basis van zijn gemiddelde prijs in het Waalse Gewest tijdens het jaar van de aanvraag. Ze wordt berekend aan de hand van de volgende formule :

$VVr = VVav + S (Pm \times 0,8) - T$, waarin :

VVr = aangepaste verkoopwaarde;

VVav = vóór de werken aan een expertise onderworpen verkoopwaarde;

S = totale oppervlakte van het aan een expertise onderworpen perceel;

Pm = gemiddelde prijs van de in Wallonië onbebouwde bouwgrond in het jaar van de aanvraag;

T = totale prijs van de in de expertise opgenomen grond.

Het krachtens artikel 16 van dit reglement vastgestelde maximumbedrag van de lening wordt niet gewijzigd door de aldus berekende verkoopwaarde.

§ 3. Het hierbovenvermelde maximumbedrag van de verkoopwaarde wordt door het Fonds op 1 januari van elk jaar N (en voor de eerste keer vanaf 2004) aan de op 1 januari 1996 geldende ABEX-index aangepast overeenkomstig de hierna vermelde formule :

maximumbedrag x ABEX-index van 1 januari (N) (bepaald in november van het jaar N-1)

ABEX-index van 1 januari 2003 (bepaald op 547 in november 2002).

Deze aanpassing wordt per tranche van 1000 EUR toegepast.

7. Artikel 16 van het reglement wordt vervangen als volgt :

"Onverminderd de bepalingen van de artikelen 17, 18 en 19 van dit reglement mag de som van de financiële bijdragen van derden, met inbegrip van de lening tegen een afnemend gezinsrentevoet, het bedrag van de enige levensverzekeringspremie bedoeld in artikel 27 van dit reglement wanneer dit door het Fonds wordt voorgeschoten, en de door het Gewest verleende tegemoetkomingen, enerzijds, geen 125.000 EUR overschrijden of, anderzijds, naargelang het geval niet groter zijn dan 100 % of 125 % ,voor de leningen bedoeld in artikel 14, § 1, punt 2, alsmede voor andere leningen in andere behoorlijk met redenen omklede omstandigheden, van :

1° de werkelijke kosten van de bouwwerken;

2° de verkoopwaarde van het gebouw of, in geval van aankoop, van de aankoopprijs indien deze minder bedraagt;

3° de verkoopwaarde van het gebouw, in geval van afbetaling van bezwarende schulden;

4° de werkelijk kosten van de renovatiewerken.

Dat bedrag van 125.000 EUR wordt verhoogd met :

- a) 5 % per kind dat naast de eerste drie kinderen deel uitmaakt van het gezin;
- b) 10 % wanneer het jongste kind van de aanvrager of de persoon met wie hij gewoonlijk samenwoont, op de in artikel 6, eerste lid, van dit besluit bedoelde referentiedatum jonger is dan 8 jaar;
- c) 10 % voor elke bloedverwant in opgaande lijn van de aanvrager of de persoon met wie hij gewoonlijk samenwoont, die op bovenvermelde referentiedatum sinds ten minste zes maanden met de aanvrager samenwoont.

Deze verhogingen zijn cumulatief.

Dit aldus verhoogde maximum wordt op het duizendtal naar boven of naar beneden afgerond naargelang het getal van de eenheden kleiner of groter is dan vijf euro.

Voor het bepalen van het aantal kinderen die van het gezin deel uitmaken, wordt het kind, dat krachtens artikel 7 van dit reglement gehandicapt wordt verklaard, voor twee kinderen geteld.

Bovendien wordt de aanvrager die in dezelfde graad getroffen is door een dergelijke ontoereikendheid of vermindering van geschiktheid beschouwd als persoon met een kind dat deel uitmaakt van het gezin.

Deze bepaling is eveneens onder dezelfde voorwaarden van toepassing op de persoon met wie de aanvrager gewoonlijk samenwoont alsmede op iedere persoon met een dergelijke handicap, voorzover hij/zij tot en met de tweede graad verwant is met de aanvrager, of de persoon met wie hij/zij gewoonlijk samenwoont en voor zover hij/zij in hetzelfde huis woont. In dat geval moet de aanvrager zich ertoe verbinden het bewijs van deze samenwoning uiterlijk zes maanden na de eerste dag waarop de woning, betrokken wordt, aan het Fonds te bezorgen.

Indien de enige levensverzekeringspremie meer bedraagt dan 5 % van de in dit artikel bedoelde leningen van de hoofdsom, worden de bovenvermelde maxima met dit overschot vermeerderd.

Het percentage van 125 % wordt tot 100 % teruggebracht wanneer de terugbetaling van de lening niet gewaarborgd wordt door de in artikel 27 van dit reglement bedoelde levensverzekering.

8. In artikel 17 van het reglement wordt het bedrag van "18 600 EUR" vervangen door "25.000 EUR".

9. Artikel 20 van het reglement wordt vervangen als volgt :

"§ 1. De rentevoeten worden naar gelang van het jaarinkomen vastgesteld op grond van de hierna vermelde loonschaal :

a) voor een gezin samengesteld uit een alleenstaande lener met drie kinderen ten laste :

1° 0,1652 % per maand, indien het inkomen minder bedraagt of gelijk is aan 15.500 EUR;

2° 0,2060 % per maand, indien het inkomen tussen 15.500,01 EUR en 20.460 EUR bedraagt;

3° 0,2263 % per maand, indien het inkomen tussen 20.460,01 EUR en 25.420 EUR bedraagt;

4° 0,3073 % per maand, indien het inkomen tussen 25.420,01 EUR en 31.620 EUR bedraagt;

5° 0,3474 % per maand, indien het inkomen tussen 31.620,01 EUR en 36.580 EUR bedraagt;

b) voor een gezin samengesteld uit meerdere leners met drie kinderen ten laste :

1° 0,1652 % per maand, indien het inkomen minder bedraagt of gelijk is aan 19.220 EUR;

2° 0,2060 % per maand, indien het inkomen tussen 19.220,01 EUR en 24.800 EUR bedraagt;

3° 0,2263 % per maand, indien het inkomen tussen 24.800,01 EUR en 30.380 EUR bedraagt;

4° 0,3073 % per maand, indien het inkomen tussen 30.380,01 EUR en 36.580 EUR bedraagt;

5° 0,3474 % per maand, indien het inkomen tussen 36.580,01 EUR en 42.780 EUR bedraagt.

De in maandelijks renten uitgedrukte rentevoeten worden berekend door middel van de formule $(1 + i)^{12} = 1 + I$, waar i staat voor de maandelijks weerhouden interest en I voor de daarmee overeenstemmende jaarlijkse rentevoet."

Het bedrag van elke drempel en van de verhoging met 1.860 euro per kind ten laste, die ook bedoeld zijn in artikel 8 van dit reglement, wordt op 1 januari van elk jaar N (en voor de eerste keer vanaf 2004) per schijf van 50 euro aangepast door het Woningfonds op grond van volgende formule :

Bedrag in € × indexcijfer der consumptieprijzen * in november van het jaar $N-1$

Indexcijfer der consumptieprijzen in oktober 1998

* Wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld - spilindex 138,01 van 1 januari 1990."

§ 2. Deze nettorentevoeten worden vanaf het vierde kind met 0,0416 % per maand verminderd zonder echter lager dan 0,0830 % per maand te mogen liggen.

§ 3. Indien het aantal kinderen ten laste tijdens de looptijd van de lening groter is geworden, wordt de rentevoet teruggebracht tot de rentevoet die met dat aantal overeenstemt voor het saldo van de af te lossen lening.

De rentevoet wordt niet verhoogd indien het aantal kinderen ten laste verminderd is.

Wanneer de kapitaalaflossing in maandelijks afbetalingen gebeurt, wordt de vermindering toegepast de eerste dag van de tweede maand na ontvangst van het document met het aantal kinderen die de eerste dag van de maand na de geboorte recht hebben op kinderbijslag.

Indien de rentevoet verlaagd wordt tijdens de looptijd van de lening, wordt het bedrag van de maandelijks afbetaling voor de overige duur van de termijn verhoudingsgewijs verminderd.

§ 4. Wanneer de lener de woning overeenkomstig artikel 4, b), van dit besluit gedeeltelijk bestemt voor een handelszaak, de uitoefening van een ambacht, een vrij beroep of andere, worden de in de vorige paragrafen bepaalde rentevoeten met 0,0416 % per maand verhoogd.

§ 5. De in § 1 van dit artikel bedoelde rentevoeten zijn automatisch gewijzigd krachtens de regels bepaald in artikel 8, § 7, van het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 met betrekking tot de hypotheekleningen en de huurtegemootkoming van het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie".

10. In artikel 22, derde lid, wordt de term "vijfenzestig" vervangen door "zeventig".

11. In artikel 29 worden de bedragen van "125 EUR" en "50 EUR" respectievelijk vervangen door "150 EUR" en "100 EUR".

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 21 februari 2005 tot wijziging van het ministerieel besluit van 1 maart 1999 tot goedkeuring van het reglement van leningen die door het "Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie" worden toegekend.

Namen, 21 februari 2005.